

La collectivité territoriale de Corse accueille la 23e Conférence annuelle de la COPEAM

Discours de Gilles Simeoni, Président du conseil exécutif de Corse

Aiacciu, sabatu 9 d'aprilu di u 2016

Monsieur le Président de la Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen,
Monsieur le Président Directeur général de Radio France,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,
Care amiche è cari amichi,

Simu fieri è felici d'accoglie vi in Aiacciu è in Corsica. Oghje più chè mai, a nostra isula è u so populu si volenu è si sentenu eredi è attori di issu Mediterraniu, chi ci tocca à rienvintà per appacià u presente è preparà l'avvene.

Je voudrais, au seuil de ces quelques mots d'accueil et de bienvenue, saluer la mémoire du Secrétaire général de la COPEAM, qui nous a quittés le 19 mars dernier. Il a été une des chevilles ouvrières de la manifestation d'aujourd'hui. Il est légitime que nous lui rendions hommage, aussi bien parce que le rendez-vous d'aujourd'hui lui doit beaucoup que pour le travail considérable qu'il a accompli lors des quatre années écoulées.

J'ai aussi, je dois l'avouer, quelque scrupule à prendre la parole pour ouvrir les débats d'aujourd'hui, tant beaucoup d'autres que moi seraient plus qualifiés et plus légitimes pour le faire :

- Au sein de la COPEAM, toute l'équipe qui a préparé ces rencontres, et notamment Madame Paola Parri, Madame Nathalie Clauter, et Monsieur Guillaume Ortiou-Campion.

- Les membres de RCFM, dont bien sûr le Directeur M. Hervé De Haro, la rédactrice en chef Mme Michèle Castellani, celui qui est désormais en charge du volet méditerranéen M. Thomas Brunelli, ou encore, last but not least, Petru Mari, un des pionniers de la radio publique en Corse, mais aussi infatigable défenseur de la langue corse, et militant du monde méditerranéen, un monde qu'il a défini, au fil de son œuvre radiophonique, comme la métaphore et l'incarnation de la tolérance, du partage, et, selon le mot d'un historien célèbre, du « *bonheur d'être hommes* ». Et femmes bien entendu, mais il n'est pas utile de le rappeler, tant celles-ci ont, plus que jamais, une place déterminante dans tout ce qui est en train de se jouer et de s'accomplir de part et d'autre de la Méditerranée.

- Enfin, et pour la collectivité territoriale de Corse que je représente aujourd'hui, comment ne pas citer le travail remarquable et l'engagement de chaque instant de toutes celles et tous ceux qui se sont investis dans la manifestation d'aujourd'hui et lui ont permis d'être une parfaite réussite ; notamment et particulièrement Karine Balli, la chef de projet, et Mesdames Yolaine Lacolonge et Davia Guerrini, qui ont coordonné l'ensemble des opérations.

Ceci étant rappelé, la Corse est, je vous le disais dans mes premiers mots, heureuse et fière d'accueillir cette Conférence qui regroupe et met en réseau 39 radios et télévisions publiques de 27 pays de la zone euro-méditerranéenne. Et ceci pour une double raison :

- d'une part parce que, pour nous, la Méditerranée fait sens comme espace d'échanges économiques, de dialogue culturel et religieux, de coopération politique. A fortiori dans le contexte géostratégique actuel, marqué par la montée des extrémismes et des intégrismes, au Nord comme au Sud de la Méditerranée. Marqué aussi par le terrorisme, la fracture économique, le maintien de régimes adémocratiques, les déplacements massifs de population, les tensions internes grandissantes à l'intérieur même des pays de la rive Nord. Il serait dangereux de taire ou de minimiser ces risques et ces difficultés, la gravité de la situation actuelle et son potentiel d'aggravation. Mais il serait tout aussi irresponsable de ne pas comprendre que les meilleurs antidotes à ces fléaux sont, plus que jamais, le dialogue, l'écoute réciproque, et notre capacité collective à nous projeter dans un projet commun.

Avec modestie, mais détermination, la Corse a un rôle à jouer dans l'émergence et la mise en œuvre de ce nouveau projet méditerranéen, que les difficultés et les risques

majeurs qui nous menacent rendent plus que jamais indispensable. C'est le sens de la politique extérieure que l'Exécutif de Corse et la nouvelle majorité territoriale ont commencé à mettre en œuvre ;

- d'autre part, parce que le journalisme et le cinéma sont des espaces de libre parole et de pluralisme. La liberté d'expression est une liberté intangible et un droit fondamental, qu'il faut défendre sans relâche contre toutes les attaques et remises en cause, directes ou larvées. Accueillir en Corse des médias, des journalistes ou des créateurs qui contribuent à la démocratie dans des conditions parfois difficiles, voire sous la menace, est une façon d'exprimer la solidarité de la Corse et du peuple corse avec ces femmes et ces hommes qui nous sont si proches par la langue, la culture, le fonctionnement familial ou social et qui, souvent, risquent leur liberté ou leur vie pour simplement parler, chanter, ou informer. Ceci nous rappelle aussi la chance qui est la nôtre de bénéficier, dans le domaine audiovisuel, écrit, radiophonique, numérique, de médias pluriels, qui contribuent à une information de qualité, et donc à un débat démocratique vivifié et à la formation d'une opinion publique et citoyenne éclairée. Nous devons donc tout faire pour qu'il continue d'en être ainsi et être vigilants à ce que rien ne remette en cause ce pluralisme et cette liberté d'expression.

Au-delà de cette dimension politique globale, la manifestation d'aujourd'hui fait également sens parce qu'elle nous permet d'ouvrir des pistes prometteuses pour l'épanouissement de la première ressource de nos sociétés : le capital humain et au premier chef la jeunesse.

Cette jeunesse qui, par son enthousiasme, sa créativité, son refus de tous les carcans et conformismes est, dans toutes les sociétés, et particulièrement dans nos sociétés méditerranéennes, un formidable acteur du changement social et politique.

Cette jeunesse qui doit donc être au cœur de nos priorités politiques, et qui le sera en Corse, à travers un « *Pacte pour la jeunesse* », co-construit avec les acteurs, que l'Exécutif proposera au vote de l'Assemblée de Corse dans les prochains mois.

Dans ce contexte, le thème de cette 23e Conférence annuelle (« Quel avenir pour les jeunes de Méditerranée : le rôle des médias ») ne pouvait être mieux choisi.

Pour les médias et vis-à-vis de la jeunesse, donc, rôle d'information, de mise en perspective, de regards croisés.

Mais aussi, et très directement, perspectives fécondes en termes de débouchés :

- Renforcement des filières cinématographique et audiovisuelle
- Partenariat entre les acteurs institutionnels, économiques, et universitaires

- Soutien à la création et à la formation

Le tout participant à la densification de cette identité méditerranéenne à partir de laquelle pourront s'enraciner les relations nouvelles que nous avons à construire ensemble.

La Corse a vocation à s'inscrire dans cette dynamique d'ensemble.

La collectivité territoriale le démontre à travers des choix forts :

- politique ambitieuse de soutien au cinéma et à l'audiovisuel : avec 81 projets aidés en 2016, la Corse se place parmi les 10 premières collectivités françaises en terme de soutien ; soutien également au documentaire à travers ViaStella (en 30 ans, ce sont plus de 400 documentaires qui ont été produits en Corse)
- soutien à la création de filières audiovisuel et cinéma au sein de l'Université de Corse
- aides à la professionnalisation des acteurs
- création d'une cinémathèque régionale, et accompagnement des classes de lycée à option cinéma à Bastia et Porto-Vecchio
- dès juin 2016, la plate-forme numérique *mobighjovani - mobijeunes* permettra de centraliser toutes les opportunités de stages ou d'emplois à l'étranger, en impliquant tous les chefs d'entreprise et réseaux économiques corses de la diaspora
- labellisation de la Corse comme terre de tournage
- soutien à 16 festivals qui se tiennent chaque année dans l'île en faveur de la promotion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles corses et méditerranéennes.

Dans tous ces choix une constante : permettre à tous les jeunes corses de se former, d'apprendre, de s'ouvrir au monde extérieur, aux fins de mettre leurs compétences au service de leur projet de vie et, nous l'espérons, de la Corse d'aujourd'hui et de demain.

Ces options ont déjà commencé à porter leurs fruits : insertion professionnelle réussie de jeunes journalistes bilingues corse-français et multilingues ou de techniciens de la filière audio-visuelle, émergence d'une nouvelle génération de réalisateurs corses (par exemple Thierry de Peretti, dont le film « Les Apaches » a été sélectionné à la quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes en 2013, ou Caroline Poggi, ancienne étudiante de l'Université de Corse récompensée par un Ours d'Or au Festival de Berlin en 2014), reconnaissance internationale de documentaires co-produits par des entreprises insulaires (comme par exemple Mareterraniu, et le film « The Seventh Fire » récemment projeté à la Maison-Blanche)...

C'est donc fort de cette politique volontariste, et de l'ambition de la renforcer quantitativement et qualitativement, que la collectivité territoriale de Corse, après avoir adhéré à la COPEAM en 2010, présente à l'occasion de cette 22e Assemblée Générale, sa candidature au comité de direction ainsi qu'à la présidence de la Commission Cinéma-Festival-Culture.

L'objectif étant dans les deux années qui viennent de renforcer nos liens et notamment de finaliser le projet de co-production des films d'école avec la rencontre des écoles de cinéma de Méditerranée et notamment d'un Festival Méditerranéen du premier film qui pourrait être initié sur le net.

Qu'il me soit permis, enfin, d'ajouter un dernier point : le principe de la création de France 3 Corse (devenu ViaStella) et RCFM a été décidé au lendemain de l'élection de François Mitterrand en 1981, en même temps que d'autres mesures politiques fondamentales qui ont contribué à façonner la Corse d'aujourd'hui : premier statut particulier, loi d'amnistie, dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, réouverture effective de l'Université de Corse...

Cet acte de naissance, et les évolutions qui ont suivi, indissociable de l'histoire contemporaine tourmentée de notre île, ont contribué à tisser entre les medias publics et chaque Corse un lien singulier, indestructible, qui est reflété par les taux d'audimat souvent exceptionnels, mais qui ne s'y résument pas. En un mot comme en cent, les Corses ont besoin de leur service public de l'audiovisuel autant que de l'air qu'ils respirent.

Qu'il soit donné à ce service public tous les moyens, humains et financiers, de son développement et de son rayonnement.

Puisque RCFM est l'hôte de cette manifestation toute entière consacrée à l'idée méditerranéenne, manifestation rehaussée par la présence de Monsieur le Président Directeur général de Radio France, je voudrais terminer en citant les émissions-phare réalisées dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui :

- Kantara, émission primée par la fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh, qui relie de façon hebdomadaire la Corse, le Maroc, l'Espagne, la Tunisie, l'Algérie, l'Egypte, ponctuellement le Liban
- Mediterraneo qui réunit toutes les semaines en langues française, corse, italienne, RCFM, Rai Sardegna, Rai Sicilia, la Tunisie, et ponctuellement Malte.

Ces émissions enrichissent notre présent. Elles anticipent également l'avenir.

Le sens et la portée de ces émissions vont bien au-delà de leur taux d'audience d'aujourd'hui.

Donner à RCFM les moyens de poursuivre et d'amplifier son action dans le domaine de l'ouverture au monde méditerranéen est à mon avis, un investissement dont les retours sont assurés, et sans équivalent, y compris pour Radio France et pour l'Etat français.

Je vous remercie chaleureusement pour votre attention et vous souhaite d'excellents travaux.